



---

# Conditions générales (CG) de l'Office fédéral de la statistique (OFS) pour l'attribution et le renouvellement du *legal entity identifier (LEI)*

---

Neuchâtel 2017

## 1. Champ d'application

1.1 Les présentes conditions générales règlent les relations entre l'entité IDE qui sollicite l'attribution ou le renouvellement du LEI en Suisse (ci-après *requérant*) et l'Office fédéral de la statistique, autorité d'attribution en Suisse conformément à l'art. 10a de la loi fédérale sur le numéro d'identification des entreprises (LIDE).

1.2 Elles s'appuient sur les principes du *Global Legal Entity Identifier System (GLEIS)*, en particulier sur les statuts de la *Global Legal Entity Identifier Foundation (GLEIF)* du 26 juin 2014 et sur la charte du Comité de surveillance réglementaire (ROC) du *Global Legal Entity Identifier (LEI) System*.

1.3 En déposant une demande valable d'attribution d'un LEI, le requérant accepte les présentes conditions générales. Avec les conditions générales, il accepte que l'attribution et le renouvellement du LEI se fassent conformément aux principes et aux dispositions du GLEIS.

1.4 Le contrat entre l'OFS et le requérant, y compris les présentes CG, s'annule automatiquement si le requérant cesse d'exister, si le LEI du requérant est transféré vers une autre unité opérationnelle locale (UOL) ou vers la fondation GLEIF, ou si l'OFS perd son accréditation comme UOL. Si l'OFS perd son accréditation comme UOL, le requérant peut demander à l'OFS de transférer son LEI vers une autre UOL.

1.5 Le contrat entre l'OFS et le requérant, y compris les présentes CG, peut être annulé par l'OFS si le LEI est retiré au requérant pour cause de non-conformité aux conditions requises au moment de la revalidation. Le contrat peut être résilié par le requérant s'il abandonne son statut d'entité juridique dotée d'un LEI. Le contrat peut être résilié moyennant un préavis de 6 mois pour la fin d'un mois.

1.6 Le contrat entre l'OFS et le requérant, y compris les présentes CG, peut être annulé par l'OFS avec effet immédiat, et sans que l'OFS ait à répondre des préjudices qui pourraient en résulter, (i) en cas de violation grave ou répétée des obligations contractuelles à laquelle il n'est pas possible de remédier ou à laquelle le requérant refuse de remédier dans un délai raisonnable, et (ii) si le *master agreement* de l'OFS avec la fondation GLEIF est annulé.

## 2. Demande d'attribution d'un LEI

2.1 Conformément à l'art. 3, al. 1, let. c LIDE, toute entité IDE peut demander à l'OFS de lui attribuer un LEI. Elle peut demander le LEI pour elle-même, pour les fonds qu'elle gère ou pour les filiales qu'elle contrôle au plan national ou international.

2.2 Toute demande ou information fournie ou communiquée par l'entité IDE à l'OFS en rapport avec un LEI doit être déposée et dûment datée par un signataire autorisé (au sens du Registre du commerce) de l'entité IDE ou par un représentant désigné.

2.3 Une demande est valable si les conditions générales ont été acceptées par le signataire autorisé de l'entité IDE correspondante.

2.4 Le LEI est attribué après paiement de la facture pour l'enregistrement initial. Les taxes payées ne seront pas remboursées.

2.5 Pour déposer une demande d'attribution d'un LEI, un compte d'utilisateur doit être créé sur le site web de l'OFS. Le compte d'utilisateur permet d'administrer le LEI.

2.6 Les comptes d'utilisateur sont accessibles avec un nom d'utilisateur et un mot de passe.

2.7 La demande et toute autre communication officielle doivent être transmises en allemand, en français, en italien ou en anglais.

### **3. Renouvellement du LEI**

3.1 Le LEI doit être renouvelé chaque année par une personne autorisée de l'entité IDE ou par son représentant désigné.

3.2 Par le paiement dans les délais de la taxe de renouvellement annuelle, l'entité IDE déclare implicitement qu'elle souhaite le renouvellement de son LEI.

3.3 Le LEI est renouvelé dès que la taxe annuelle a été payée. Les taxes payées ne seront pas remboursées.

3.4 Si la taxe annuelle n'est pas payée dans les délais, le LEI n'est pas renouvelé et est considéré comme expiré le jour suivant l'expiration du délai de paiement.

3.5 Un LEI expiré peut être renouvelé à tout moment via le compte d'utilisateur.

### **4. Obligations du requérant**

4.1 L'entité IDE requérante accepte de fournir de manière complète et correcte les informations demandées.

4.2 L'entité IDE requérante certifie qu'elle ne demandera pas un autre LEI pour la même entité IDE, et cela ni à l'OFS ni à une autre UOL.

4.3 L'entité IDE requérante accepte de vérifier au moins une fois par an les données de référence publiées sous [http\(s\)://www.gleif.org](http(s)://www.gleif.org) et elle informe l'OFS de toute modification nécessaire.

4.4 L'entité IDE requérante accepte que ses données soient traitées conformément aux normes et dispositions supérieures du GLEIS. Elle accepte que l'ampleur des données à annoncer puisse changer sur la base de cette réglementation supérieure et que les données soient publiées sous forme d'*open data*.

4.5 L'entité IDE requérante accepte que l'OFS puisse être amenée à modifier ses données en vertu d'une loi impérative ou par suite d'un contrôle interne de l'UOL.

4.6 Une entité IDE qui n'est pas tenue par la législation nationale d'effectuer un reporting financier conformément aux « *International Financial Reporting Standards* » (IFRS) ou aux « *United States Generally Accepted Accounting Principals* » (US GAAP) doit, pour être habilitée à demander un LEI, fournir des informations sur ses participations dans d'autres sociétés. Si elle souhaite faire usage des possibilités d'exemption existantes, elle doit le mentionner expressément dans sa demande d'attribution ou de renouvellement du LEI.

## **5. Octroi de droits**

5.1 But de l'utilisation. Le requérant sait et est conscient que les LEI et LE-RD sont transmises par l'OFS au GLEIF et à d'autres LOU et qu'elles sont rendues accessibles au public dans le cadre du GLEIS. Toute partie est libre d'appeler, d'utiliser et de distribuer les LEI et LE-RD dans le cadre des règles respectives de la GLEIS (cf. en particulier l'Annexe 09a du Contrat-Cadre, Conditions d'Utilisation de la GLEIF).

5.2 Octroi de droits. Le requérant accorde à OFS - de manière irrévocable et sans restriction temporelle, géographique ou de contenu - tous les droits à l'information, aux données et aux détails qu'il transmet, en particulier dans le cadre du LE-RD, qui sont nécessaires pour satisfaire aux exigences du GLEIS. En particulier, l'OFS est autorisé par le requérant à transmettre à GLEIF les données qui lui ont été communiquées et les droits qui y sont associés dans le cadre de la GLEIS et conformément à celle-ci.

Dans la mesure où une telle concession de droits ne devrait pas être possible ou valable pour quelque raison que ce soit, le requérant s'engage à accorder ces droits dès que possible, en tout état de cause sans retard injustifié à la première demande de l'OFS et sans contre-performance. Le requérant renonce à faire valoir tous les droits qui pourraient entraver la diffusion, l'accessibilité publique ou l'utilisation gratuite à des fins d'information.

Les paragraphes ci-dessus s'appliquent en particulier au nom du requérant et aux noms des représentants et organes du déposant, ainsi qu'aux noms des mandataires, des personnes de contact et des signataires agissant à l'égard de l'OFS, ainsi qu'à toutes les données qui y sont associées dans chaque cas.

Dans la mesure où des données personnelles pourraient être transmises ou si les données pourraient porter atteinte aux droits de tiers, le requérant s'engage à obtenir les droits et consentements nécessaires avant la transmission à OFS.

5.3 Indemnisation. Le requérant indemnise l'OFS et le GLEIF ainsi que, le cas échéant, d'autres LOU au sein du GLEIS, contre les réclamations de tiers dans le cas où des tiers pourraient intenter une action en justice contre l'OFS ou le GLEIF en raison du traitement, du stockage ou de l'utilisation des informations fournies par le requérant ainsi que du LEI ou du LE-RD. Il en va de même pour tous les frais et dépenses qui peuvent être engagés par l'OFS ou le GLEIF à la suite de telles réclamations.

## **6. Contestations**

6.1 Les informations du requérant peuvent être contestées par un tiers. Dans ce cas, l'OFS traitera la contestation. La contestation peut être soit acceptée et publiée, soit corrigée et publiée, soit rejetée.

## **7. Frais**

7.1 L'attribution du LEI fait l'objet d'une taxe. Si les conditions d'attribution sont remplies, le requérant est transféré vers une plateforme de paiement. Le paiement doit être effectué dans les 30 jours.

7.2 Pour le paiement de la taxe de renouvellement annuelle du LEI, l'OFS envoie six semaines avant l'expiration du délai un e-mail de rappel au signataire autorisé de l'entité IDE ou à son représentant désigné. Le payement dans les délais fait office de demande de renouvellement.

7.3 La taxe annuelle est fixée par l'OFS selon le principe de la couverture des coûts. La taxe peut varier d'une année à l'autre. Les taxes payées ne seront pas remboursées.

7.4 Le paiement se fait en ligne.

## **8. Transfert**

8.1 L'entité IDE peut en tout temps demander le transfert de son LEI vers une autre UOL.

8.2 La GLEIF se réserve le droit de demander le transfert du LEI vers une autre UOL.

## **9. Reconnaissance des exigences et de la préséance du GLEIS**

9.1. Contenu général et préséance du GLEIS. Le requérant confirme qu'il a pris connaissance de l'objet et du fonctionnement du GLEIS. Il confirme par la présente qu'il a pris connaissance des documents mentionnés dans les présentes CG et en accepte le contenu. Le requérante renonce en particulier à faire valoir ses droits à l'encontre de OFS en ce qui concerne tout comportement dans lequel OFS agirait conformément aux exigences de la GLEIS ou tel que demandé concrètement par la GLEIF.

### **9.2 Éléments matériels du GLEIS.**

Le requérant confirme expressément par la présente,

- qu'il sait et est conscient qu'il est tenu d'effectuer un paiement annuel pour la revalidation et le renouvellement de ses LEI;
- qu'il sait et est conscient que, pour des raisons de loi impérative ou d'exigences réglementaires du GLEIS, respectivement du GLEIF ou de l'OFS, l'OFS peut être tenu de modifier LE-RD sans le consentement du requérant;
- qu'il sait et est conscient que la délivrance du LEI, sa revalidation annuelle et son renouvellement sont soumis aux exigences établies par le GLEIS, respectivement le GLEIF, qui peuvent changer de temps à autre, et qui sont publiées par le GLEIF, par exemple sur [www.gleif.org](http://www.gleif.org)
- qu'il sait et est conscient que le GLEIF se réserve le droit de demander le transfert de la LEI et de sa gestion à une autre LOU (dans ce cas, les conditions générales de la LOU supposée remplaceront la présente convention), sans qu'aucuns frais distincts ne soient imposés aux présentes;
- qu'il sait et est conscient qu'il peut demander le transfert de son LEI et de sa gestion à une autre LOU (à être spécifiquement désignée par lui), et/ou qu'il peut lui-même permettre à une autre LOU de demander un tel transfert en son nom, et qu'aucuns frais ne seront imposés à cet effet.

## **10. Responsabilité**

L'OFS exclut toute responsabilité pour dommages et intérêts, sauf dans des cas individuels où une qualité particulière de la prestation a été promise, une garantie a été donnée ou un vice a été frauduleusement dissimulé. Cette exclusion de responsabilité ne s'applique pas aux droits à dommages et intérêts, quel que soit le fondement juridique, si la BFS ou ses représentants ont manqué à leurs obligations par négligence grossière ou intentionnellement.

En cas de violation d'obligations contractuelles essentielles (c'est-à-dire d'obligations dont l'exécution permet la bonne exécution du contrat et sur lesquelles le demandeur s'appuie et

peut compter régulièrement), l'exclusion de responsabilité ne s'applique pas, même en cas de négligence. Dans ce cas, la responsabilité est limitée aux dommages contractuels typiques et prévisibles.

## **11. Délai de prescription**

Les droits de garantie à l'encontre de BFS sont prescrits un an après le début du délai de prescription correspondant. Ceci ne s'applique pas dans les cas où l'OFS est responsable sans limitation conformément aux dispositions du point 10 ci-dessus.

## **12. Droit applicable et compétence juridictionnelle**

12.1 La loi suisse s'applique exclusivement.

12.2 Le lieu de juridiction est Berne.